

Le pays devant Burgos

I. — L'armée en colère

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

« La campagne qui s'est développée à l'étranger contre l'Espagne, à l'occasion du procès de Burgos, est insensée. Toutes les limites ont été dépassées. Est-ce que nous nous sommes permis, nous autres, d'intervenir ainsi pendant la guerre d'Algérie ou lors de l'affaire Ben Barka... ? » Notre interlocuteur, un colonel qui est l'un des plus proches collaborateurs du général Diez Alegria, chef d'état-major de l'armée espagnole, ne tente même pas de dissimuler son irritation derrière sa courtoisie castillane.

Il a la quarantaine. Pour lui, la guerre civile est un épisode dramatique qu'il n'a pas directement vécu. Intelligent, cultivé, à l'aise dans son uniforme, il se voulait d'abord, et il se veut encore, professionnel. Nous l'avons connu, voilà deux ans, attentif à la modernisation des forces

armées et à un développement économique qu'il estimait « un peu désordonné ». La fuite de plus en plus compacte des Madrilènes, chaque week-end, vers les résidences secondaires et les chalets de Gredos ou de la sierra de Guadarrama le rassurait et l'irritait à la fois. « Les préoccupations matérialistes l'empourent, disait-il. Tout le monde veut avoir sa voiture... » Mais lui-même surveillait avec une satisfaction souriante la construction d'un immeuble résidentiel dans lequel il avait acheté un appartement. « A tempérament et non sans difficultés », précisait-il comme pour s'excuser.

excessif de simplification, qualifient de « technocrates de l'Opus Dei ».

« Il est sûr, précise la personnalité madrilène déjà citée, que les anciens ministres phalangistes ou indépendants, évincés depuis dix ans, sont très vite devenus les alliés politiques de ces militaires en colère. Ils ont soufflé sur le feu, trop heureux de préparer une revanche qui paraissait improbable l'année dernière... » Alors que les « associations secrètes » regroupent, selon des indications concordantes, de cinq à six mille officiers, la « vieille garde » tente une première fois de mono-

poliser à son profit exclusif cette vague de fond.

Le général Camilo Alonso Vega, ancien ministre de l'intérieur, aumit, selon notre interlocuteur, « fait les offres de services aux capitales mécontentes ». Vieux compagnon d'armes de Franco et très lié à la famille de la femme du Caudillo, Mme Carmen de Polo, monarchiste, Don Camilo a laissé au ministre de l'intérieur le souvenir d'un homme très dur. Il appartenait depuis dix ans, avec le général Franco et l'amiral Carrero Blanco, au « triumvirat » des militaires considérés comme particulièrement intrinsèques au sein du gouvernement. Evincé lors du remaniement d'octobre 1969 à cause de son âge (il est né en 1889), Don Camilo a été nommé capitaine-général, et a, de ce fait, accédé au conseil du royaume.

Les familles divisées

Militaire fréquentant des ingénieurs, des banquiers et des avocats, il partageait la vision, les soucis et les espoirs des nouvelles classes moyennes espagnoles, lesquelles ont bénéficié en priorité d'une prospérité favorisée depuis 1959 par le « miracle » économique. Payée par l'Etat, sa solde demeurait modeste. Respectueux de la distinction entre civils et militaires, il avait certes des opinions, mais ne les confiait qu'à ses amis. « Je souhaite, disait-il, une évolution ordonnée vers un système politique plus ouvert et plus en accord avec les structures nouvelles d'une société moderne. » Il parlait comme son chef direct, le général Diez Alegria, qui nous confiait ses réserves à l'égard « des interventions des militaires dans la vie publique » et qui s'interrogeait. « Les partis politiques doivent se définir. Mais où sont-ils ? Nous les cherchons. Où sont leurs leaders ? Il faudra bien d'abord que l'ordre soit maintenu... »

Le mécontentement du collaborateur du général Diez Alegria, alors que le procès de Burgos trouble, en les divisant parfois, toutes les familles espagnoles, reflète un état d'esprit largement répandu dans une importante fraction des classes moyennes. « Burgos, nous dit un directeur de journal de Madrid, c'est un peu l'équivalent du mal français de 1968. Tout le monde en parle. Le clivage se fait entre générations, entre militaires et universitaires. Je connais des familles qui ont renoncé à se réunir, comme elles en avaient l'habitude, pendant les fêtes de fin

d'année, parce que les discussions étaient trop vives... »

D'autres officiers ont admis devant nous que « l'émotion de l'étranger n'aurait pas pu se développer si le procès de Burgos n'avait pas existé ». Et le général Diez Alegria, connu pour son ouverture d'esprit et ses contacts dans les milieux européens, répète depuis deux semaines à ses intimes : « Il n'est pas question que l'armée prenne le pouvoir... »

Il reste qu'un phénomène capital, nouveau et troublant s'est produit : pour la première fois depuis la fin de la guerre civile, l'armée prend ouvertement parti et exprime publiquement ses critiques. Cette « armée bien tranquille et apolitique », décrite par le capitaine catalan Julio Busquets Bragulat, à la satisfaction des officiers d'état-major, sort soudainement de son silence (1). Elle n'a pas pour autant changé d'avis du jour au lendemain. La grande majorité de ses cadres demeure hostile à une intervention directe dans les affaires de l'Etat et partage, en la matière, l'opinion mesurée de son nouveau chef d'état-major général. Mais le général Diez Alegria, directement alerté par les « jeunes officiers » sur le malaise grandissant, a cru devoir en entretenir personnellement le général Franco. « Il se passe dans l'armée ce qui se passe dans d'autres secteurs de la société, déclare un professeur de l'Université : les jeunes générations supportent de moins en moins passivement les conseils ou les prises de position de la vieille garde... »

Le dossier dans la rue

Dans l'armée, ces jeunes officiers, capitaines, commandants et même colonels, ont connu et continuent de connaître une promotion très lente. Leurs soldes sont maigres et ne leur permettent pas, dans la majorité des cas, de participer totalement au mode de vie des classes moyennes supérieures dont ils estiment faire partie. Leur animosité n'en est que plus vive à l'égard des scandales financiers dont ils entendent parler, dans la rue qu'ils dans les cabinets ministériels. Ils sont, par vocation et par tempérament, très nationalistes. Mais on ne doit pas s'y tromper. La vigueur de leur réaction aux « offenses faites à l'Espagne par l'étranger » n'est que l'un des éléments d'un dossier ouvert dans la rue : celui que l'on aborde naturellement en priorité avec le visiteur de passage. Les critiques que leur inspirent l'action du gouvernement Carrero Blanco depuis octobre 1969, l'affaire Matesa, les autres scandales administratifs ou financiers dont on parle à mots couverts, et d'une manière générale ce qu'ils appellent « l'incurie de l'équipe au pouvoir », sont au moins aussi violentes et passionnées.

Voici deux hommes, un banquier et un avocat, qui fréquentent régulièrement des officiers d'état-major et qui passent même pour jouer un rôle écouté de « conseillers politiques ». Leurs propos sont encore plus vifs. « Il y a des années que nous disons et que nous répétons que l'armée sera dans l'Espagne

post-franquiste le seul et véritable arbitre. Comment pourrions-nous écouter sans sourire les appels du pied de Santiago Carrillo, les prédictions des démocrates chrétiens qui prônent la révolution ? Comment ne souhaiterions-nous pas être débarrassés de la racaille Opus Dei, symbole d'inefficacité et de corruption... ? »

Si une certaine Espagne dénonce aujourd'hui avec colère ce qu'elle appelle les « inadmissibles et intolérables pressions de l'étranger », c'est peut-être aussi qu'elle regrette de n'avoir pas elle-même crié plus fort et plus tôt. Car ce flot furieux d'une contestation qui se veut « pure et dure » et exige que des têtes politiques lui soient sacrifiées est né en fait l'été dernier. Les loges, les associations secrètes et les clubs ont toujours joué un grand rôle en Espagne, particulièrement au dix-neuvième siècle. C'est une solide tradition hispanique qui a également prospéré de l'autre côté de l'Atlantique. Des « cercles » civils, plus ou moins discrets, plus ou moins actifs, comme le « cercle José-Antonio », qui se proclame « phalangiste de gauche », le « cercle Vazquez de Mella », de tendance carliste, le « cercle des amis de Ramiro Ledesma », phalangiste de la première heure, réunissent des hommes dont le goût du complot est demi-teinte ne saurait se satisfaire des pâles philippiques qui s'échangent depuis deux ans aux Cortès.

Les « réunions de capitaines »

Faire état de « complot » à propos des réunions discrètes de capitaines qui se sont multipliées dans toute l'Espagne d'août à aujourd'hui est peut-être excessif. Mais une personnalité madrilène, qui a toujours été parfaitement informée du dessous des cartes, n'hésite pas à parler d'« associations secrètes de jeunes officiers ».

Il ne s'est agi, tout d'abord, que de réunions amicales entre officiers du même âge. L'affaire Matesa et ses implications politiques ont constitué un thème de débat essentiel. Le découvert est d'importance : 10 milliards de pesetas, soit 800 millions de francs français, de crédits publics à l'exportation ont été en partie détournés par le directeur de Matesa, M. Juan Vila Reyes, dont les liens amicaux avec les dirigeants ont été révélés. Trois anciens ministres ont déjà été impliqués par les Cortès et la Cour suprême. D'au-

tres, actuellement en service, risquent de subir le même sort. On ne saurait donc s'étonner que de jeunes militaires, pauvres et exigeants s'irritent de découvrir cet abîme. On ne prête qu'aux riches : d'autres rumeurs courent à Madrid et dans la province. On entend parler de compromissions ministérielles encore plus énormes, de l'achat de journaux en sous-main, d'« enveloppes » remises presque ouvertement. Vraies ou fausses, ces allégations trouvent quelque crédit auprès de l'homme de la rue après l'affaire Matesa.

Les « réunions de capitaines » prennent une telle ampleur qu'elles ne restent pas longtemps ignorées des capitaines-généraux et de tous ceux, civils ou militaires, qui ont gardé le « cœur gros » de ce remaniement ministériel d'octobre 1969, grâce auquel est arrivée au pouvoir une équipe que les Espagnols eux-mêmes, par un souci

Galicien comme Franco, ancien combattant de la légion étrangère au Maroc espagnol, conspirateur avant le soulèvement de juillet 1936 et général vainqueur sur le front de Brunete pendant la guerre civile, hiérarque du régime Depuis 1939, qualifié par les biographes officiels de « symbole de la force au cours des douze dernières années et de chef d'une des polices les plus efficaces du monde », qui donc, mieux que Don Camilo, cheveux tout blancs et visage plein, pourrait représenter la « vieille garde » ? Et pourtant, les officiers mécontents osent lui dire catégoriquement non...

Ils osent bien davantage. Un incident va faire éclater au grand jour ce qui n'était encore que paroles de papotes et « tertulias » de salons. Un capitaine est pris dans une manifestation d'étudiants près de la Cité universitaire de Madrid. Il est hué, insulté. On lui arrache ses galons. Ses chefs le condamnent aux arrêts pour « ne pas avoir fait usage de son arme ». Ses camarades explosent... En 1969, un amiral, également molesté dans une manifestation d'étudiants, s'était précipité, furieux, chez l'amiral Carrero Blanco. Le lendemain, l'état d'exception était proclamé pour trois mois en Espagne. En décembre 1970, alors que Burgos provoque des rémous dans le pays et que l'armée rechigne à assumer une responsabilité qu'elle n'a pas sollicitée, la première réaction vient de la base.

La revanche des « bleus »

Qualifiés de « bleus » par l'opinion parce qu'ils ont longtemps porté la chemise bleue des phalangistes dans les manifestations, ils avaient, jusqu'à sa mort en 1970, un chef de file prestigieux en la personne de l'ancien capitaine-général Augusti Muñoz Grandes, longtemps considéré comme le numéro deux du régime et le véritable dauphin de Franco. Mais Muñoz Grandes, déjà très malade, a perdu avant de mourir sa dernière bataille : celle qu'il menait avec ses amis phalangistes et syndicalistes contre l'irrésistible montée des « hommes de l'Opus Dei ».

Les « bleus », Muñoz Grandes, José Solís, ancien grand maître des syndicats verticaux, José Antonio Giron, ministre pendant quinze ans (2), d'autres encore, ont tenté, dans les derniers mois de 1969, de faire différer la nomination du prince Juan Carlos comme successeur désigné du général Franco à la tête de l'Etat. Ils ont perdu, disposant pourtant de bonnes cartes.

C'est à la surprise générale, l'amiral Carrero Blanco qui l'a emporté auprès d'un Franco, sans doute vieillissant, mais que l'on croyait toujours soucieux de ne paraître donner l'avantage décisif à aucun clan sur l'autre. L'amiral, qui n'a jamais quitté l'ombre de Franco, a une double face. Militaire, il est de la « vieille garde ». Politicien, surgissant progressivement de la pénombre où il paraissait s'être longtemps complu, ses sympathies personnelles pour les jeunes ministres de l'Opus Dei, alliant le « spirituel et l'efficacité », sont manifestes. Il n'est pas douteux, aux yeux des « bleus » et des phalangistes, que l'amiral Carrero Blanco, nommé vice-président et exerçant en fait les fonctions de chef de gouvernement, a donné un sérieux « coup de pouce » pour obtenir la nomination de Juan Carlos et la formation d'une équipe plus « homogène » et acquiesce à cette « formule d'une monarchie cautionnant et approuvant la tendance actuelle ».

Si un certain nombre de capitaines-généraux demeurent sans doute particulièrement sensibles au rôle joué par l'équipe Carrero Blanco, d'autres déplorent le « climat de trouble » qui se développe dans le pays. Le procès de Burgos ne crée pas à proprement parler de divisions dans l'armée. Il exacerbe des griefs convergents. Dans le Pays basque, la grève, au début de décembre, a été suivie par une large fraction de la population, notamment dans la région de Saint-Sébastien. Des manifestations contre Burgos se multiplient dans d'autres provinces et même en Andalousie, réputée plus paisible. A Madrid, des commandos

Dans les garnisons, les officiers, ulcérés par « l'indécision et la faiblesse des autorités », rédigent des pétitions, expriment leur solidarité à leur camarade « injustement puni » et au colonel Ordobas, président du conseil de guerre de Burgos, « calomnié en Espagne et à l'étranger ». Ils transmettent ces pétitions à leurs supérieurs, sans toujours respecter la stricte voie hiérarchique. Des généraux sont informés avant des commandants d'unité ou de régiment. A Madrid, les hommes des blindés et les parachutistes sont les plus nerveux. Que veulent-ils ? Rien de moins qu'un changement de gouvernement incluant le départ de l'amiral Carrero Blanco, vice-président du gouvernement, et celui des « technocrates de l'Opus Dei ». Tout en réaffirmant leur « loyauté à Franco, symbole de l'autorité de l'Etat et de l'unité de la nation », ils exigent, ce qui confirme l'origine profonde de la crise, « une grande rigueur administrative » et « une révision de toutes les fortunes acquises par les politiques du régime depuis vingt ans ».

Le 14 décembre, rentrant de la chasse aux perdrix, Franco trouve au palais du Pardo les principaux capitaines-généraux d'Espagne : ceux de Burgos, de Barcelone, de Séville, de Madrid... Certains, comme les généraux Perez Viheta, Garcia Valino, Garcia Rebull, sont connus pour leur attachement au régime et leurs sympathies phalangistes.

d'étudiants déferlent dans les rues du centre en criant : « Liberté ! Liberté ! » Ils cassent des vitres, s'attaquent aux voitures, perturbent la circulation et disparaissent rapidement. A Barcelone, la police armée n'intervient que mollement contre des milliers de manifestants qui viennent hurler jusque sur la place de Catalogne et briser les vitrines de boutiques de luxe de la rue Tuset, la plus « in » de la capitale catalane. C'est, dit-on, que le ministre de l'intérieur, M. Thomas Caricano Goni, est « Catalan de cœur », bien que né à Pampelune. Il aurait donné des « consignes de modération » à la police armée.

Le général Franco est-il totalement informé le 14 décembre de l'ampleur du malaise dans l'armée et de la crise politique qui se développe ? Ce n'est pas certain. Le Caudillo bénéficie, au sein du régime et dans l'opinion, d'un prestige incontestable. On ne l'approche qu'avec le plus grand respect. On murmure qu'il lui arrive d'avoir des « passages à vide » qui ont parfois contraint des opérateurs de la télévision espagnole à recommencer plusieurs fois leurs séquences pendant les discours enregistrés. Mais, c'est un fait : le chef de l'Etat échappe totalement aux accusations, directes ou sourdes, portées contre un gouvernement qu'il a pourtant cautionné de son autorité. Personne n'oserait l'associer aux rumeurs sur la corruption administrative. Les photos officielles montrent les plus grands généraux d'Espagne alignés au garde-à-vous devant le Caudillo lors des audiences militaires au Pardo.

Le 14 décembre, à 20 heures, un conseil des ministres extraordinaire (c'est sans doute la première fois depuis la guerre civile qu'il se réunit à cette heure-là et dans de telles conditions) décrète la suspension de l'article 18 du « fuero » pendant six mois sur l'ensemble du territoire. C'est moins que la proclamation de l'état d'exception. On peut croire, en Espagne et à l'étranger, que les pleins pouvoirs accordés à la police tendent à stopper les manifestations contre le procès de Burgos. Il s'agit aussi d'autre chose...